

Libye, défis sécuritaires

« Cela ne mène à rien d'utiliser l'Afrique du Nord comme un mur, comme une zone de sécurité qui empêche le passage vers l'Europe. Il faut aborder l'immigration à partir du développement ».

ENTRETIEN avec Mohammed Emhemed Abdulaziz par Lurdes Vidal

Quelques jours après l'enlèvement troublant du premier ministre libyen Ali Zeidan et de la tragédie de Lampedusa, Mohammed Emhemed Abdoulaziz, ministre libyen des Affaires étrangères et de la coopération, participait au Forum économique de la Méditerranée occidentale (5+5) à Barcelone. Dans ce Forum on évoquait à plusieurs reprises l'importance des investissements et de la stabilité économique pour la région, mais le processus de construction de l'État libyen semble dépendre davantage de la situation de sécurité et de la stabilité politique.

AFKAR/IDEES : *Quels sont les plans du gouvernement libyen pour démanteler les milices existant dans le pays et pour améliorer la situation en matière de sécurité ?*

MOHAMMED EMHEMED ABDOLAZIZ : Les groupes militaires libyens donnent l'impression d'être la principale source de problèmes, mais il faut savoir que, contrairement à l'Égypte et à la Tunisie où il existait des infrastructures de défense, un système d'intelligence et des forces de l'ordre, en Libye nous sommes partis de zéro. Certains groupes militaires sont donc ceux qui s'occupent actuellement de la sécurité, étant donné que la police est encore une institution très faible. Mais il est certain qu'il existe aussi quelques éléments qui sont problématiques, qui provoquent souvent des incidents

isolés. Les enlèvements, les vols, voire la protection des ambassades sont inquiétants, mais nous ne pouvons pas punir le gouvernement libyen pour des actes commis par quelques-uns. Cela dit, il nous faut du temps parce que nous nous trouvons dans une situation post-confliktuelle. Si nous ne comptons pas sur le soutien technique et de formation de nos partenaires internationaux nous ne pourrions pas progresser sur la voie d'un processus d'amélioration de la sécurité, surtout dans une région qui ne dépend pas seulement de nous-mêmes. Le défi à relever est celui d'une stratégie qui tienne aussi compte de nos pays voisins.

A/I : *Dans le chaos libyen, il s'avère difficile de séparer le processus politique de celui de la sécurité. Où en est la rédaction de la Constitution ?*

M.E.A. : La bonne nouvelle est que le Congrès national a approuvé une loi relative à l'élection d'une Commission composée de 60 membres qui rédigera la nouvelle Constitution. Nous espérons pouvoir terminer le processus d'élection de ces 60 membres avant la fin de l'année.

A/I : *Comment la Libye aborde-t-elle la question des barques de fortune se dirigeant vers Lampedusa ?*

M.E.A. : Il est évident que le problème de l'immigration illégale existait

déjà avant la révolution et qu'il n'a rien à voir ni avec la situation sécuritaire ni avec stabilité en Libye. Ce flux de migrants du Sud au Nord se produit depuis des années, mais les routes changent et les mafias ont profité de la vulnérabilité du pays.

La raison de fond de cette émigration est économique. Devant l'impossibilité pour les pays d'origine de pouvoir subvenir aux besoins fondamentaux des personnes, bon nombre d'entre elles décident de partir vers l'Europe ou de rester en Libye. À cela s'ajoute la dimension politique : le conflit en Syrie, les problèmes en Égypte, les conséquences de la guerre au Mali... Ce sont là des facteurs qui poussent les personnes à partir vers l'Europe.

La solution ne concerne pas seulement un pays d'Afrique du Nord, mais une approche intégrale créant des synergies entre le nord et le sud de la Méditerranée est nécessaire. La situation exige une stratégie qui ne doit pas être mise en place seulement à partir d'une approche répressive. Cela ne mène à rien d'utiliser l'Afrique du nord comme un mur, comme une zone de sécurité qui empêche le passage vers l'Europe. Il faut aborder la question à partir du développement. Fournir de l'aide dans le pays d'origine peut réduire le flux de migrants dans le cas de l'Afrique subsaharienne, mais il ne faut pas oublier que la présence de migrants syriens, palestiniens ou égyptiens demande une stratégie plus complexe et qui ne se limite pas seulement à la sécurité. ■